



SOLIDAIRES CONTRE LA CRISE

La crise du COVID-19 a profondément bouleversé notre vivre ensemble en société ainsi que l'économie mondiale. Elle met en exergue l'impérieuse nécessité d'une réponse coordonnée et solidaire des États pour venir à bout d'un virus qui ignore les frontières. Au nom de la solidarité, nous devons soutenir les États les plus fragiles, tout comme les groupes de personnes qui n'ont pas ou peu de protection – les réfugié-es, les personnes déplacées, pauvres, âgées et malades. La crise du COVID-19 révèle les inégalités mondiales de façon dramatique : la solidarité internationale des pays riches est d'autant plus nécessaire.

La situation actuelle induit à la fois des risques et des opportunités. Les tentations du populisme de droite guettent, alors que l'appel à la fermeture des frontières et à l'isolationnisme se fait de plus en plus fort. Parallèlement, il devient évident que la solidarité est le ciment du vivre ensemble. L'État a retrouvé sa fonction protectrice, y compris pour les libéraux les plus obtus. Nous pouvons observer dans d'autres pays à quelles situations malheureuses mène la voie néo-libérale. Si les revendications bourgeoises pour encore davantage de libéralisation, de privatisation et de déréglementation avaient été entendues, la Suisse et sa population auraient dû livrer une bataille encore plus rude contre la crise. Nous avons besoin d'un État à l'assise financière solide et qui soit capable d'agir en tout temps, et non seulement en cas de crise. Des domaines tels que la santé ou le social ne doivent plus être laissés à la merci de la maximisation des profits par le secteur privé.

Les hiérarchies sociales ne seront pas les mêmes au lendemain de la pandémie. Personne n'osera plus prétendre que des secteurs tels que les soins infirmiers, l'entretien, le travail social ou les transports sont d'une importance secondaire. Au contraire, les représentant-e-s de ces professions - souvent mal payés et peu valorisés – ont littéralement tenu entre leurs mains l'avenir de nos communautés lors de longues journées de travail. Dans nos sociétés, les conséquences économiques de cette pandémie frappent pourtant les « petits » plus durement que les groupes mondialisés :

- Les salarié-e-s socialement peu considérés de la logistique, de la santé, du commerce de détail, de la sécurité, qui sont contraints de prendre des risques pour maintenir la société à flot ;
- La population précarisée, engagée à l'heure, sur appel ou sur mandat, privée de tout revenu.
- Les petits artisan-e-s et indépendant-e-s qui luttent pour leur survie financière ;

Dans chacune de ces trois catégories, les femmes sont surreprésentées. Dans le domaine social et des soins de santé en particulier, un travail d'importance systémique est effectué par une majorité de femmes. Cela contraste fortement avec les salaires et les conditions de travail dans ces professions, lourdement affectées par les politiques néo-libérales de démantèlement de ces dernières années et décennies. De plus, la fermeture d'entreprises non essentielles touche souvent des femmes en premier lieu : dans les restaurants et les hôtels, le commerce de détail non alimentaire, les salons de coiffure ou même le commerce du sexe. La juste valeur du travail rémunéré et non rémunéré des femmes mérite d'être enfin reconnue. Le PS demande que les salaires des professions d'importance systémique, dont de nombreuses professions dites féminines, soient augmentés, mais également que tous les genres puissent accéder à la table des négociations sur les solutions de sortie de la crise.

A l'égoïsme, à l'individualisme forcené, à la maximisation des profits répondent l'action collective, la force du service public, la démocratie et l'état de droit. Nous souhaitons vivre ensemble, et non les

un-e-s contre les autres. Nous nous opposons fermement à l'égoïsme sans limites et la maximisation des profits, et sommes mus par les besoins et les préoccupations du plus grand nombre. Nous sommes persuadés que « la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres », tel qu'inscrit dans notre Constitution fédérale. Personne ne sera laissé seul.

Le PS appelle donc à des mesures concrètes dans différents domaines. La priorité doit être accordée à la santé de la population. Ce faisant, le PS fait confiance aux autorités et reconnaît les conséquences sociales, psychologiques, culturelles et économiques du confinement. Notre objectif est de sauver des vies, de protéger des emplois et de créer un avenir meilleur.

Protéger les salarié-e-s et maintenir le pouvoir d'achat

Les mesures de protection de la santé doivent pouvoir être respectées sur le lieu de travail. Les personnes qui appartiennent à un groupe à risque, ou qui doivent protéger un-e proche appartenant à un groupe à risque, doivent être autorisées à rester à domicile. Elles bénéficient alors d'un programme d'allocations de perte de gain (APG) étendu.

Le pouvoir d'achat soutient l'économie et repose sur les salaires, dont le versement doit être maintenu. En cas de réduction de l'horaire de travail (RHT), les personnes dont le salaire est inférieur au salaire médian (6502 CHF/mois) reçoivent une compensation entière des pertes salariales (100 % contre les 80 % prévus). Tous les salarié-e-s qui ne peuvent bénéficier de RHT doivent obtenir une compensation par le biais des APG.

Les primes d'assurance-maladie sont une lourde charge pour de nombreux ménages en Suisse. Le PS demande pour 2021 un gel des primes d'assurance-maladie à leur niveau de 2020. De même, nous souhaitons que le Conseil fédéral reprenne au plus vite le mécanisme prévu dans « l'initiative pour l'allègement des primes » et limite la charge de celles-ci à 10 % du revenu de chaque famille.

Les fonds de la sécurité sociale sont grandement menacés par la crise. Le PS demande donc enfin l'introduction d'une assurance générale pour perte de gain. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons garantir que personne ne passera à l'avenir à travers les mailles du filet de la sécurité sociale.

Garantir les emplois, défendre le tissu économique local

L'introduction d'un système d'APG pour les indépendant-e-s constitue une mesure efficace pour compenser leurs pertes de revenus. De même, la possibilité de solliciter des prêts a permis d'éviter nombreuses faillites et de garantir les emplois. Le PS exige que ces prêts puissent être convertis en contributions à fonds perdu, a posteriori et sur demande. Sinon, nous craignons un endettement généralisé qui ralentira la reprise économique.

Les loyers sont une charge importante pour de nombreuses entreprises. Le PS demande au Conseil fédéral de fixer des règles claires, qui libèrent les locataires empêchés d'exercer leur profession de leur obligation de verser les loyers des baux commerciaux pour la durée des restrictions ordonnées par la Confédération. Les grands propriétaires immobiliers doivent également apporter leur contribution face à la crise.

Les secteurs du tourisme, de la culture et des loisirs seront durablement impactés. Le tourisme particulièrement sera soumis encore un certain temps à des restrictions massives. Ces branches doivent pouvoir recourir plus largement que d'autres au chômage technique, à des facilités de crédits à taux zéro, à des aides à l'investissement, et à des contributions à fonds perdu. Le PS demande que chaque résident-e de la Suisse reçoive un bon d'une valeur de 200 francs, à faire valoir auprès des acteurs suisses de l'alimentation, de la restauration, du tourisme, de la culture et des loisirs.

Relancer l'économie par des investissements utiles

La Suisse et le monde ont redécouvert durant cette crise l'importance des métiers de soins et de prise en charge (care). Nos sociétés ne fonctionnent pas sans les salarié-e-s des soins à la personne, de la santé, des services sociaux ou de l'éducation. Le PS exige que le service public dans ces secteurs soit fortement développé. Il convient d'éviter de nouvelles expériences de privatisation et de libéralisation. Le droit à la garde d'enfants doit être inscrit dans la Constitution fédérale au même titre que le droit à la scolarisation.

Le PS appelle tous les employeurs du secteur des soins à honorer les efforts particuliers de leurs employé-e-s pendant la crise du COVID-19 par une prime salariale ou des congés supplémentaires. Dans les meilleurs délais, il s'agira d'introduire des salaires minimaux décents, ou à défaut de renégocier les conventions collectives de travail (CCT) afin d'améliorer les salaires et les conditions de travail dans ces professions. Les applaudissements seuls ne suffisent pas : le PS défendra ces demandes sans relâche.

La transition écologique est centrale à la relance de l'économie après la crise. Le PS appelle à la mise sur pied d'un programme d'investissements indigènes centrés sur une mobilité respectueuse du climat, l'assainissement des bâtiments et la promotion des énergies renouvelables. Ces investissements sont nécessaires de toute urgence pour le respect des objectifs de l'accord de Paris. Ils créeront de nombreux emplois dans toutes les régions du pays, et doivent être harmonisés au niveau européen.

Cette crise va accélérer le processus de digitalisation de notre économie. Cela justifie des investissements dans la formation et la formation continue afin de couvrir les coûts de formation et de la vie des personnes en voie de requalification. Ainsi, nous pouvons éviter l'augmentation du chômage après la crise. Celle-ci a montré que notre infrastructure digitale était insuffisante : le PS demande une connexion Internet efficace également dans les régions périphériques. De même, des leçons doivent être tirées quant aux limites de cette digitalisation dans le domaine de l'enseignement, notamment en termes d'égalité des chances, menacée par l'enseignement à domicile.

Financer cette crise de manière solidaire.

Il est évident pour le PS que les entreprises qui ont bénéficié d'une aide de l'État pendant la crise ne puissent pas verser de dividendes ou de boni tant que les prêts ne sont pas remboursés.

Pour le PS, il est catégoriquement exclu que les personnes aux moyens financiers limités et la classe moyenne supportent les coûts de la crise par une augmentation de la taxation des ménages ordinaires. La charge doit être équilibrée avec les cantons. Les finances de la Confédération sont saines, et la Banque nationale suisse affiche chaque année des bénéfices records. Nous sommes fiers d'être parvenus à préserver l'essentiel du substrat fiscal au cours des dernières années, sans quoi nous n'aurions pas les moyens de faire face à cette crise. Le PS exige donc que chacun et chacune contribue au financement de la lutte contre la crise en fonction de sa capacité économique. Ainsi, nous proposons d'augmenter de 10% l'impôt fédéral direct pour les personnes physiques à compter de 300 000 francs de revenu imposable, et de prélever un supplément de solidarité de 5% sur le bénéfice des entreprises. Les dividendes sont intégralement imposés et un impôt sur les successions supérieures à 10 millions de francs suisses est prélevé. Un versement unique de la BNS est destiné à soulager les caisses de l'AVS, et un impôt spécial de solidarité est prélevé sur les fortunes supérieures à 500 milliards de francs. Une politique fiscale équitable est également nécessaire à l'échelle globale : si les États ne font pas recours aujourd'hui à des sources de revenus supplémentaires, la population mondiale souffrirait de programmes d'austérité inévitables pour supporter les coûts de la crise.